

# **Ce qui se cache derrière le « modèle suédois », inspireur des réformes du gouvernement**

*Lors de la HMI du 20 septembre qui a réuni une quarantaine d'agents, nous avons présenté ce qui se cachait derrière le « modèle suédois » qui est « la » référence du gouvernement pour l'ensemble de ses réformes. Or ce qui se cache n'est pas beau à voir et mérite d'être connu !*

La Suède a connu une crise importante au début des années 1990. À partir de là, les gouvernements successifs ont mis en place des réformes qui inspirent aujourd'hui le gouvernement français. Cette inspiration se traduit par la présence d'un consultant suédois dans le comité d'experts qui a produit le rapport « CAP 2022 » (rapport qui avait été dévoilé cet été par Solidaires Finances Publiques <http://urlz.fr/7s85>) : Per Molander, qui avait joué un rôle clé dans l'élaboration de ces réformes côté suédois.

Les réformes suédoises peuvent être regroupées en trois catégories :

- la réforme de la fonction publique
- la-réforme des retraites
- la réforme fiscale

## **La destruction de la fonction publique**

Comme en France, les fonctionnaires bénéficiaient jusqu'au début des années 1990 d'un statut spécifique et du salaire à vie. Ces acquis ont été supprimés en 1993. La quasi-totalité des agents publics (plus de 90 %) sont désormais recrutés avec un contrat de droit privé, par les 343 « agences gouvernementales » placées sous la tutelle d'un ministère qui leur octroie un budget et leur envoie une lettre de cadrage chaque année. Seule une poignée d'agents publics (comme les diplomates) bénéficie encore du salaire à vie, et du recrutement sur concours.

Les agents publics ne sont donc plus payés en fonction de leur grade (qui n'existe plus), mais en fonction de leur poste et de l'évaluation faite par leur hiérarchie. Il n'y a plus aucun avancement automatique. Et chaque année, sans compter les fins de contrats, 2 000 à 3 000 employés de l'État sont licenciés dans le cadre de licenciements économiques, soit environ 1 % des effectifs concernés.

Aujourd'hui, il y a 25 % d'agents publics en moins qu'au début des années 1990 ; cette diminution atteint même 50 % pour les agents publics d'État.

Dans les années 2000, le service public de santé et d'éducation a été en grande partie privatisé, avec des conséquences catastrophiques : les résultats scolaires se dégradent nettement, et les files d'attente dans les hôpitaux s'allongent. La réforme de la Poste a abouti à la suppression de nombreux bureaux ; l'envoi et la réception des lettres et paquets sont assurés par des petites ou grandes surfaces, des marchands de journaux ou des stations d'essence... et le prix des timbres a fortement augmenté.

Dans le rapport Cap 2022, ce sont ces grandes lignes de la réforme suédoise qui sont reprises (certes de manière atténuée, tellement celle-ci a été violente) : recrutement massif de contractuels à la place de fonctionnaires (via la transformation de nombreux services administratifs en « agences »), fin de tout avancement automatique basé sur la hausse du point d'indice, mise en place d'un nouveau management, baisse du nombre d'agents publics, etc.

## **Les pensions de retraites comme variable d'ajustement**

C'est la réforme suédoise des retraites de 1998 qui inspire directement Macron. Jusqu'en 1998, le système suédois ressemblait au système français, avec un régime de retraites par répartition et à « prestations

définies » : les pensions de retraites étaient fonction du salaire précédent et ne dépendaient pas des aléas de la conjoncture économique. La réforme de 1998 a mis en place un régime dans lequel les droits à prestations de chaque cotisant sont recalculés tous les ans en fonction des cotisations versées au cours de la vie professionnelle, de l'espérance de vie et de la date à laquelle le cotisant choisira de liquider sa pension. Chacun accumule des « points » qui constituent une « épargne » dont la valeur dépend notamment de la conjoncture économique. On passe ainsi d'un système à « prestations définies » à un système à « cotisations définies » : le niveau de cotisation est connu, mais on ne sait pas ce qu'on recevra à la fin ! La pension de retraite devient une variable d'ajustement pour équilibrer le système. En cas de mauvaise conjoncture, pas question d'augmenter les cotisations payées par les patrons pour financer les pensions de retraites ! Ce sont les retraités qui trinquent. Et les menaces ne sont pas purement théoriques. Par exemple, en janvier 2010, les pensions de base des retraités suédois ont diminué de 3 %.

## **Prendre aux pauvres pour donner aux riches**

La Suède a longtemps bénéficié d'un système de redistribution très avancé. Cela a changé radicalement dans les années 1990. Les taux d'imposition des plus riches ont fortement baissé (le taux marginal maximum passant de 87 % en 1979 à 57 % en 2013), de même que le taux d'imposition des profits des entreprises (60 % dans les années 1980 contre 20 % aujourd'hui). Les taux d'imposition sur les revenus financiers ont été uniformisés à 30 %.

Macron procède exactement de la même manière : en 2018 il a baissé l'ISF et mis en place une flat tax à 30 % (toutes taxes comprises) sur les revenus du capital. L'OFCE vient de chiffrer (cf. <http://urlz.fr/7Ov7>) précisément les effets des mesures sur la fiscalité : allègement de 5 milliards d'impôts pour les plus riches (via la réforme de la fiscalité du capital), et alourdissement de 5 milliards d'impôts pour les plus pauvres (principalement via la hausse des impôts indirects, les plus anti-redistributifs).

En Suède cette baisse massive des impôts pour les plus riches s'est opérée concomitamment à une baisse tout aussi massive des dépenses publiques en Suède : entre 1993 et 1999, le poids des dépenses publiques dans le PIB a baissé de 12 points. Les dépenses publiques sont passées de 65 % du PIB (avant réformes) à 50 % aujourd'hui. Parmi les dépenses, ce sont les transferts en espèces qui ont été les plus réduits, avec la baisse des droits à prestations maladie, des droits à prestations de retraites, et des allocations familiales. Simultanément les investissements publics ont été fortement réduits.

Macron souhaite suivre cette voie, certes de façon moins violente, mais il s'est fixé pour objectif de baisser de 3 points la part des dépenses publiques dans le PIB, soit 70 milliards de coupes ! (grosso-modo le montant de la fraude fiscale annuelle...)

Le gouvernement français ose présenter ses réformes comme alliant justice et efficacité ! Mais leurs conséquences à venir ne font guère de doute. Le bilan en Suède est désastreux : performances scolaires à la baisse, système de santé en péril, explosion des inégalités. La Suède a longtemps été un des pays capitalistes « modèles » car des moins inégalitaires, mais là cela a bien changé !

Dans les années 1990, l'écart de revenu entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres était de 1 à 4. Il est aujourd'hui de 1 à 6,5 ! Les 1 % les plus riches gagnaient 4 % des revenus en 1980 contre 7 % en 2012. Le taux de pauvreté suédois (au sens du B.I.T, c'est-à-dire la part de la population disposant de moins de la moitié du revenu médian) est aujourd'hui supérieur à la France : 9,1 % contre 8,1 %.

La feuille de route de Macron est limpide. La nôtre en découle : il faut s'organiser et se mobiliser pour mettre en échec ces réformes destructrices et d'accroissement des inégalités !